

# ENTRETIEN

economie.union@sonapresse.com

## Boileau Loko : " Beaucoup de progrès ont été faits "

**FMI.** À quelques mois de la fin de l'appui budgétaire accordé par le FMI à notre pays, son chef de mission pour le Gabon dresse un bilan des impacts de ces soutiens financiers sur la relance de l'économie nationale. Si le pays est sorti de la crise, beaucoup reste encore à faire, notamment en termes d'amélioration de l'environnement des affaires, de gestion de la dette et de répartition des fruits de la croissance à l'ensemble de la population

Propos recueillis par Maxime Serge  
**MIHINDOU**  
Libreville/Gabon

**L'UNION.** Quelle est aujourd'hui la situation économique du Gabon ? Peut-on affirmer que le pays est sorti de la crise ?

**Boileau LOKO :** avec la baisse drastique des prix internationaux du pétrole à partir de 2014, l'économie était rentrée dans une période difficile. Les recettes publiques se sont effondrées, la croissance du PIB s'est ralentie considérablement, passant de 4.4% en 2014 à 0.5 % en 2017. Les réserves internationales de la région Cemac se sont effondrées, passant de plus de 15 milliards de dollars en 2014 à moins de 5 milliards à la fin de l'année 2016. Face à cette situation, les autorités de la région, y compris du Gabon, ont décidé d'engager une riposte énergique et concertée dans tous les pays membres, et chacun d'entre eux a convenu de faire appel au concours du FMI pour mettre en œuvre cette stratégie. Ainsi, le Gabon a commencé un programme avec le FMI depuis 2017. Les efforts déployés par les autorités nationales, y compris au niveau du Gabon, et les institutions régionales de la Cemac depuis lors pour rétablir la stabilité extérieure et budgétaire, ont commencé à porter leurs fruits. Au Gabon, on note une reprise de l'activité économique avec un taux de croissance qui devrait atteindre 3.4 % cette année, contre 0.8 % en 2018. Par ailleurs, les réserves internationales de la région sont re-

parties à la hausse, et se sont établies légèrement au-dessus de 6.5 milliards de dollars à la fin de l'année 2018.

**Pensez-vous que l'utilisation des fonds du FMI a permis au Gabon d'atteindre les objectifs fixés dans le Plan de relance économique (PRE) ?**

Le programme triennal avec le FMI a commencé en 2017. Les efforts déployés dans le cadre de ce programme ont contribué à stopper la crise naissante et à relancer l'activité économique. La croissance du PIB s'est accélérée, l'amélioration du niveau des recettes internes et la meilleure maîtrise des dépenses courantes ont permis de réduire sensiblement le déficit budgétaire non pétrolier de 11 % du PIB hors pétrole en 2016, à 7.6 % en 2018. La position extérieure du pays s'est améliorée.

**Quelles sont aujourd'hui les grandes faiblesses de l'économie gabonaise qui l'empêchent d'atteindre une croissance forte et inclusive ?**

Des défis importants demeurent. La croissance économique reste faible, l'économie reste encore fortement dépendante du secteur pétrolier et de la demande publique. L'environnement des affaires reste peu attractif, et le secteur privé peu actif. Enfin, presque un tiers de la population vit encore en dessous du seuil de pauvreté.

**Pensez-vous que l'appui financier des bailleurs de fonds a permis également au gouvernement de diversifier l'économie du pays ?**

On peut clairement noter que les efforts du gouvernement pour la diversification de l'économie ont commencé à porter leurs fruits. Dans les années 90, le secteur pétrolier à lui seul pesait presque la moitié du PIB total. Aujourd'hui, il pèse moins d'un quart et le secteur tertiaire est devenu le premier secteur de l'économie. De même, les exportations non pétrolières ont significativement augmenté lors des dernières années, représentant aujourd'hui presque 1/3 des exportations totales.

**Au vu des chiffres sur le niveau d'en-**



Photo: DR

**dettement du Gabon, pensez-vous que le pays est surendetté et devrait revoir sa stratégie d'emprunt ?**

La dette totale du Gabon était à fin 2018 d'environ 5676 milliards de FCFA, soit l'équivalent de 61 % du PIB. Environ 2/3 de la dette est extérieure et 1/3 intérieure. À notre avis, la dette semble gérable. Il faut, toutefois, souligner que cette dette, compte tenu de sa composition, pèse sur les finances publiques. Aujourd'hui, le service de la dette est au-dessus de 40 % des recettes du gouvernement. Dans le futur, il est opportun d'être prudent dans la stratégie d'emprunt et améliorer davantage la qualité des projets d'investissement pour éviter que le service de la dette ne consomme une trop grande part des recettes internes de l'État.

**Comment le Gabon peut-il améliorer, de façon concrète, la gestion de ses ressources publiques ?**

La politique de diversification a commencé à porter ses fruits, notamment avec un accroissement des exportations et du PIB hors pétrole. Mais beaucoup reste à faire, comme l'a montré l'impact de la baisse récente des prix internationaux du pétrole sur l'économie gabonaise. Il faut continuer à améliorer l'environnement des

affaires pour favoriser l'investissement privé. Dans ce cadre, il est critique de dégager des ressources pour réduire le gap d'infrastructures, et investir davantage dans le capital humain. C'est tout le sens du travail que nous faisons avec les autorités, à savoir renforcer

**À notre avis, la dette semble gérable.**

la collecte des recettes, améliorer la gestion et la qualité des finances publiques pour dégager des marges pour les dépenses d'investissement et les dépenses sociales. Il faut aussi poursuivre les mesures en cours pour réduire les contraintes réglementaires au développement des entreprises privées.

**Les mesures sociales fortes du gouvernement sont-elles suffisantes ?**

La poursuite des efforts pour garantir un niveau de dépenses sociales compatible avec les ambitions des autorités, notamment dans les secteurs de l'éducation et de la santé,

apparaît essentielle. Dans ce contexte, le programme entre le gouvernement et le FMI inclut des seuils minimums de ressources à allouer à ces secteurs. Malheureusement, ces niveaux n'ont pas souvent été atteints et les moyens mis à disposition des administrations en charge des problématiques sociales sont encore au-dessous des objectifs initiaux. Améliorer cette situation passe par une collaboration renforcée entre les services du ministère de l'Économie, des Finances et des Solidarités nationales, et des ministères sectoriels, mais également avec les autres partenaires, y compris la Banque mondiale. Des efforts sont également nécessaires pour rendre ces dépenses plus efficaces et avoir un véritable impact sur les populations les plus vulnérables.

**Certains économistes gabonais affirment que le Plan triennal du gouvernement n'a pas atteint ses objectifs de croissance (5%) et que le pays devrait, vraisemblablement, solliciter un nouvel appui budgétaire du FMI. Qu'en pensez-vous ?**

Beaucoup de progrès ont été faits. Le cadre macroéconomique est stabilisé, l'activité économique a redémarré. Mais beaucoup reste à faire pour générer une croissance plus forte et plus inclusive et permettre aux Gabonaises et Gabonais de commencer à véritablement récolter les fruits de leurs sacrifices. Le Gabon a un potentiel énorme. Mais il ne suffit pas de le dire pour qu'il se réalise. Il faut y travailler et nous sommes prêts à continuer à travailler avec le gouvernement et le pays pour une croissance plus forte et plus inclusive, une croissance porteuse d'emplois et réductrice de la pauvreté. Ceci requiert notamment des mesures macroéconomiques ambitieuses et de réformes structurelles profondes. Les efforts devraient s'intensifier pour améliorer la gouvernance, accroître la mobilisation des recettes internes, améliorer la gestion et l'efficacité des finances publiques et assurer un environnement des affaires plus attractif et favorable à l'investissement privé.

### Bio-Express

Senior économiste à Washington, Boileau Yeyinou Loko, de nationalité béninoise, a été représentant résident du FMI dans plusieurs pays, notamment en Mauritanie, en Haïti et au Sénégal, son dernier poste d'affectation (4 ans). En 2018, il est nommé chef de mission du Fonds monétaire international (FMI) pour le Gabon, en remplacement d'Alex Segura-Ubierno.